

La maîtrise des langues étrangères comme vecteur incontournable de croissance économique en Algérie

Mastery of Foreign Languages as an Essential Vector of Economic Growth in Algeria

Farouk AFOUNAS,
Université Hassiba Benbouali de Chlef- Algérie
E-mail: f.afounas@univ-chlef.dz

Received 25/10/2020 **Accepted** 13/11/2020 **Published** 15/01/2021

Résumé

La maîtrise des langues étrangères revêt désormais un intérêt des plus particuliers dans une économie algérienne qui ambitionne de se restructurer en vue de devenir plus compétitive. À partir de là il devient nécessaire de mettre en place des stratégies linguistiques qui soient en mesure de garantir une communication multidimensionnelle sans failles avec l'ensemble des partenaires économiques. Certes, la politique linguistique de l'Algérie vis-à-vis du domaine économique connaît une nette amélioration, mais il reste encore du chemin à parcourir. Notre réflexion portera sur les carences qui minent ladite politique, sur les variables linguistiques qui entrent en jeu dans le développement économique et sur les langues sur lesquelles il faudra miser pour réussir à donner un nouvel élan aux partenariats et autres accords économiques scellés avec des pays étrangers.

Mots-clés: maîtrise des langues étrangères-économie algérienne-stratégies linguistiques-politique linguistique- variables linguistiques

Abstract:

The mastery of foreign languages is becoming more and more important in the Algerian economy, which is aiming to restructure itself in the sake of becoming competitive. Then, it becomes highly important to opt for the right and useful languages, which could lead to an efficient multidimensional communication with all the economic partners. The Algerian linguistic policy in the economic field witnesses a real improvement, but there is still a lot of work to accomplish in this regard. In our study, we will highlight the deficiencies which hinder the evolution of the above-mentioned policy, the linguistic variables which are involved in the economic development and the languages on which Algerian leaders should focus in order to give a further impetus to the economic partnerships in Algeria.

Key words: mastery of foreign languages-Algerian economy- linguistic policy- linguistic variables-

1. Introduction:

Il n'est un secret pour personne que de nos jours les langues étrangères constituent bel et bien un outil indispensable de communication et surtout d'échange dans le secteur économique et l'ensemble de ses diverses filières. Elles n'ont de cesse de jouer ce rôle éminent voire déterminant qui sied à l'optimisation des coopérations économiques et des échanges d'expériences entre les pays industrialisés, les pays émergents et les pays en voie de développement. En un mot, il convient de dire que les langues étrangères rendent tout à fait possible toute démarche visant le lancement d'UN quelconque projet économique entre deux ou plusieurs pays ne pratiquant pas la même langue. Or, il ne faut pas perdre de vue le fait que l'économie en tant que discipline à part entière n'a pas fait de l'usage des langues une préoccupation centrale car aux yeux des économistes avertis « la langue ne change pas grand-chose » (Burckhardt, Aout, 2008).

Il est à admettre qu'en Algérie les experts sont totalement conscients de l'importance cardinale que revêt la maîtrise des langues dans l'élaboration des politiques de développement économique, d'où le grand intérêt qu'ils portent à l'association d'un maximum d'aspects linguistiques à toute initiative de réforme économique. Les échecs cuisants qu'essuyaient en permanence les initiateurs des différents projets de développement économique en Algérie depuis le recouvrement de la souveraineté nationale étaient en grande partie imputables à une incurie criante quant à la promotion de l'apprentissage des langues étrangères dans le milieu économique. L'omission de cette « donnée vitale » qu'est la maîtrise des langues étrangères chez les cadres dirigeants et les négociateurs gouvernementaux a conduit à des dysfonctionnements funestes et à des désaccords irréversibles entre les représentants de l'Exécutif et les partenaires économiques étrangers.

Par ailleurs, dès le début du nouveau millénaire, l'Algérie a tenté de se redéployer en redéfinissant un tant soit peu sa politique économique de fond en comble pour relancer véritablement une économie nationale en berne et en proie à des impasses des plus subversives. Les décideurs s'étaient enfin rendu compte que l'amorce d'un redressement économique salvateur ne pourrait pointer à l'horizon que si l'on décidait de mettre l'accent en premier lieu sur la promotion de l'apprentissage des langues étrangères. La nouvelle orientation de l'Algérie en matière de classement des priorités linguistiques en fonction des besoins économiques nationaux n'est pas suffisamment connue et n'a fait l'objet d'aucun débat digne de ce nom pour mettre en relief ses principaux aspects et ses finalités essentielles.

En outre, compte tenu de l'évolution constante que connaît la sphère économique algérienne, il devient inévitable de s'interroger sur le rôle joué par la « gouvernance linguistique » dans la promotion des relations économiques avec les pays industrialisés. Par conséquent, l'objectif principal assigné à la

présente étude consiste à mettre en évidence le rôle que peuvent jouer les langues étrangères dans le succès et l'aboutissement des démarches de réforme et de développement économique.

1. Contexte d'étude :

Notre étude s'inscrit dans un cadre de recherche et d'analyse qui a un rapport direct avec l'ensemble des initiatives visant la mise en valeur du rôle des langues étrangères dans le processus de diversification et d'intensification des échanges économiques. En d'autres termes, il s'agit d'une étude qui appelle à la promotion du multilinguisme, sous toutes ses formes possibles et imaginables, dans la sphère économique en vue de permettre aux entreprises nationales de s'ouvrir sur de nouvelles opportunités aussi prometteuses que durables.

Cette étude tâche également de mener en parallèle une espèce de lecture critique, plus ou moins exhaustive, de la situation économique en Algérie à l'aune de certaines exigences linguistiques qui vont de pair avec l'évolution du rendement de la machine économique. Cela va aboutir, somme toute, à un constat mettant à nu les réalités linguistiques affligeantes que vit l'économie d'un côté, et de l'autre sur les défis que cette économie est tenue de relever pour espérer amorcer un redressement susceptible de déboucher sur une prospérité en termes de résultats.

a. Méthodologie de travail :

Pour mener à bien la présente étude et parvenir à dresser un constat des plus objectifs en ce qui se rapporte aux perspectives linguistiques que l'économie nationale se doit d'explorer, nous jugeons utile de donner un bref aperçu des aspects de la politique linguistique adoptée par l'Etat dans un contexte économique national marqué par une ouverture spectaculaire sur les marchés mondiaux. Cela nous conduit inéluctablement à mettre en exergue toutes les carences qui minent ladite politique et l'ensemble de ses répercussions engendrant des obstacles qui vont à l'encontre de l'évolution de l'économie. Dans le même ordre d'idées, nous expliquerons, selon certaines données, de quelle manière les variables linguistiques peuvent impacter le fonctionnement de la machine économique nationale à la lumière des nouveaux défis économiques qui commencent d'ores et déjà à poindre à l'horizon.

Dans un second temps, nous tenterons de mettre en relief la dimension plurilinguistique qui devrait être assignée à la politique économique de l'Algérie en tâchant de comprendre comment la langue peut se transformer en un moyen efficient qui favorise l'aboutissement et le succès des partenariats économiques et un facteur indispensable pour l'ouverture sur le marché économique mondial. Nous prendrons également le soin de disséquer tous les aspects afférents à la

position que devraient occuper les compétences linguistiques dans un ordre économique nouveau et d'égrener les langues les plus utiles en mettant l'accent bien évidemment sur les enjeux liés à chacune d'entre elles par rapport aux nouveaux objectifs associés aux projets de restructuration de l'économie nationale et l'ensemble de ses filières.

b. La politique linguistico-économique en Algérie à l'aune de l'évolution du marché économique mondiale:

Dès le début des années 2000, les experts ont tenu à montrer qu'il était extrêmement hasardeux de miser sur l'arabe, et seulement sur le français comme principale langue étrangère, dans la gestion des affaires de l'économie algérienne. En effet, l'ère de l'arabisation décrétée en grande pompe à l'échelle nationale au début des années 1970 du siècle précédent semble totalement révolue en raison des grands enjeux afférents à la relance économique et des innombrables exigences se rapportant notamment aux impératifs économiques dictés par des conjonctures mondiales très instables. Le recours au français seulement sur «la scène économique internationale» s'avère de plus en plus un choix très périlleux voire stérile qui empêche sans l'ombre d'un doute l'économie nationale de se mettre à niveau pour s'adapter aux mutations que connaît le marché économique mondiale et venir à bout des défaillances qui la rangent inlassablement en vue d'amorcer la relance tant souhaitée.

Or, le français «reste la seule langue de travail utilisée au niveau de la majorité des entreprises des deux secteurs public et privé. Le français est encore considéré comme la langue des contrats et des conventions avec presque la majorité des partenaires économiques étrangers» (Grin, 2001:125). De plus, le français est aussi la langue utilisée dans «l'élaboration de plusieurs supports administratifs (rapports, messagerie interne, procès-verbaux de réunions, appels d'offres, cahiers des charges et bien d'autres types de documents l'exception des titres de congé des cadres supérieurs de l'État qui sont rédigés en langue arabe depuis la vague de l'arabisation» (Benguernaet Kadri, 2001:15). Il serait de bon aloi de préciser qu'il existe un nombre restreint d'entreprises où «certains documents sont émis en anglais à l'image des catalogues et des schémas aux spécifications techniques. Mais l'anglais est quand même considéré depuis quelques années comme la langue de «l'expédition» dans la jetée étant donné que la communication à l'internationale exige le recours obligatoire à l'anglais» (Benguerna et Kadri, 2001: 25).

Aujourd'hui, l'économie nationale tente de relever un défi des plus inédits. Un défi qui consiste bel et bien à promouvoir l'usage d'autres langues étrangères aussi bien dans les institutions à caractère économique que dans les

instances qui gèrent l'économie nationale. Cette ambition a été soutenue par l'adoption d'une politique de formation par le biais de laquelle l'on incitait ouvertement les universités et les instituts à prodiguer des formations en langues étrangères notamment en langue anglaise en accordant à celle-ci une attention particulière. Cette politique s'est soldée par la création d'un nombre important de centres d'enseignement intensif des langues qui reçoivent désormais des milliers d'« apprenants » issus d'horizons divers. Dans un ordre économique nouveau marqué par une internationalisation des besoins de l'économie et de l'ensemble des marchés de celle-ci, les entreprises du secteur économique tiennent de plus en plus compte du niveau de la maîtrise des langues des candidats aux différents postes lors des campagnes de recrutement. Outre les compétences requises pour l'attribution de tel ou tel poste, la maîtrise de deux langues étrangères (le français et l'anglais) reste un critère de recrutement incontournable, et la maîtrise de plusieurs langues étrangères est inductiblement un atout majeur en faveur du candidat par rapport aux autres prétendants.

Il est indéniable que le seul moyen qui est en mesure de favoriser « l'éclosion » d'un multilinguisme en bonne et due forme au sein du secteur économique serait de faciliter l'accès à des méthodes d'apprentissage des langues conventionnelles accessibles aux cadres dirigeants et à certaines classes d'employés. Cette option est susceptible d'être réaliste voire recommandable si elle fait l'objet d'un projet politique cohérent appliqué sur le long terme. Mais, les deux questions lancinantes qui se posent avec acuité sont les suivantes: est-ce que la promotion de l'apprentissage et de l'usage des langues étrangères est en mesure de donner l'élan souhaité à une croissance économique en dents de scie ?

c. Les variables linguistiques dans une économie encore à l'état larvaire:

D'abord et avant tout, il serait expédient de rappeler que le principal problème relatif à la restitution de certaines variables linguistiques dans l'économie algérienne est essentiellement lié à la complexité extrême de traduire en chiffres réels les compétences linguistiques en langues étrangères et à l'absence de bases de données fiables et comparables permettant de réaliser des enquêtes quantitatives et qualitative sur l'offre et la demande en fonction des nationalités des partenaires économiques étrangers.

En se fondant sur la définition de North qui définit les institutions comme « les règles du jeu dans une société ou, plus formellement, les contraintes inventées par l'homme qui donnent forme aux interactions humaines » (North, Douglass, 1990: 125), il serait tout à fait possible de considérer la langue comme étant un facteur institutionnel. Dans le cadre de la théorie de la nouvelle économie institutionnelle, « les institutions ont comme objectif d'assurer des constituons dans l'interaction entre les individus. Les organisations deviennent

des rassemblements d'individus poursuivant un même but qui peuvent changer le fonctionnement des institutions pour les rendre plus avantageuses » (Grin, 2006, Mai)

Le facteur linguistique peut donc être perçu comme une variable institutionnelle promotrice des activités économiques. Les différences en termes de potentiels économiques étrangers engendrent diverses initiatives visant à sceller des accords de partenariat avec les firmes les plus performantes quels que soient leurs pays d'origine étant donné que la communication est censée s'effectuer dans de meilleures conditions à la faveur d'un plurilinguisme savamment maîtrisé et suffisamment généralisé

À partir de ce qui précède, il serait judicieux de noter que l'approche institutionnelle de l'économie algérienne est en mesure de fournir un cadre d'analyse cohérent pour l'étude des exigences linguistiques dont dépendrait grandement la croissance économique dans les années à venir. En tant que principal outil de communication, la langue peut être un paramètre explicatif de certaines imperfections du marché en particulier et du développement économique en général. Selon une enquête réalisée par un groupe de chercheurs, «les échanges économiques opérés par des entreprises par le biais de plusieurs langues étrangères sont beaucoup plus prospères et rentables que les échanges opérés sur la base de la langue nationale ou d'une ou deux langues étrangères » (Grin, 1999). En revanche, en tant qu'instrument de promotion du développement économique, les politiques publiques en Algérie ont une double dimension. «La première est celle de créer de l'offre en compétences linguistiques pour répondre à une demande donnée. La deuxième consiste à considérer que la demande est endogène et que des politiques linguistiques ciblées peuvent corriger des imperfections du marché » (Grin, 2005: 112). Ce qui mérite d'être retenu c'est le fait que les politiques publiques sont orientées, selon toute vraisemblance, à répondre comme il se doit aux besoins de croissance du marché économique en tâchant de garantir un accès équitable aux langues en fonction des nationalités des partenaires économiques.

En somme, il faut admettre que «l'omniprésence » de plusieurs langues pratiquées comme il sied dans un secteur économique en quête de regain de croissance se traduit par l'émergence de différentes initiatives visant à nouer des relations de travail et à lancer des coopérations économiques avec de multiples partenaires économiques mondiaux. Cela favorise inéluctablement l'installation de plus en plus de sociétés étrangères en Algérie, ce qui finira certainement par booster l'activité économique et redorer le blason d'une économie ayant toujours été en berne. Le rôle des sociétés étrangères se limitera d'abord à fournir divers services dans le cadre de leur domaine d'activité, puis elles auront la possibilité de s'impliquer dans la création d'un cadre institutionnel favorable

à la relance économique du pays et à l'émergence de nouvelles entreprises nationales capables de transformer à jamais le paysage économique en Algérie en le rendant plus moderne et surtout plus compétitif. Alors, sur quelles langues faut-il miser afin d'assurer un meilleur accompagnement aux projets de partenariat économique ?

d. Indicateurs quantitatifs de la contribution de certaines langues dans l'avènement d'une relance économique sans précédent:

Outre l'arabe et le français qui sont les deux langues sur lesquelles les entreprises nationales, publiques et privées, ont toujours misé pour échanger de manière régulière avec leurs homologues dans le Monde arabe et dans l'espace francophone, il est temps aujourd'hui de promouvoir sérieusement l'usage de l'anglais pour aller vers l'exploration d'autres horizons économiques plus prometteurs. Étant une langue d'échange international par excellence, l'anglais permettra vraisemblablement à l'Algérie de nouer des relations commerciales stratégiques et des partenariats économiques avec les plus grandes firmes du monde sans qu'il y ait pour autant le moindre obstacle quant aux négociations précédant la signature des différents contrats et conventions et à l'exécution des divers termes y afférents. Si les décideurs se résolvent à faire en sorte que l'anglais puisse primer en termes de négociations officielles et de dialogues multipartites avec les partenaires potentiels, le secteur de l'économie connaîtra un élan sans précédent à la faveur de l'implantation de plusieurs sociétés d'investissement pourvoyeuses de valeur ajoutée, de postes d'emploi et d'expérience professionnelle dans plusieurs domaines d'activités.

Outre l'anglais dont l'importance n'est plus à démontrer, l'espagnol gagne de plus en plus de terrain pour la simple et bonne raison que les relations économiques entre l'Algérie et l'Espagne n'ont cessé de décupler au cours de la dernière décennie grâce à des partenariats multisectoriels. « Dans le domaine de l'énergie, les deux pays ont réussi, à plus d'une fois, à mettre sur pied plusieurs mégaprojets et à signer des contrats qui devraient ancrer davantage leur coopération dans ce secteur. Parmi les dernières réalisations ayant marqué ce partenariat énergétique figure le Groupement gazier de Timimoune (GTIM) à Hassi Barouda (wilaya d'Adrar) inauguré récemment pour la production de gaz et de condensats. La coopération énergétique entre l'Algérie et l'Espagne a été également marquée par la signature de plusieurs contrats tels « celui de l'exploitation du champ pétrolifère de Rhoude el Krouf dans le bassin de Berkine (Ouargla), signé en janvier dernier entre Sonatrach, l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft) et le groupe espagnol Cepsa. Outre l'énergie, les deux pays ont vu leur coopération

s'intensifier dans le secteur financier à travers la signature d'une convention portant sur la conversion d'une partie de la dette algérienne, détenue par l'Espagne, en investissements agricoles dans la filière oléicole » (Nusdsi, 2018, Avril).

Par conséquent, il devient important de noter que les entreprises espagnoles sont présentes en force en Algérie, tout comme les investisseurs. D'où l'importance que revêt la maîtrise de l'espagnol dans le renforcement des échanges avec les partenaires ibériques. Il devient donc impératif d'inciter les cadres ainsi que les employés du secteur économique à aller vers l'apprentissage de l'espagnol pour être en mesure de prendre part aux efforts de construction d'une économie nouvelle basée sur l'échange des différentes expériences.

L'allemand constitue également un atout majeur quant à une véritable relance économique étant donné que l'Algérie entretient des relations de coopération économique des plus solides avec l'Allemagne. « Actuellement, plus de 200 entreprises allemandes activant dans différents secteurs sont implantées en Algérie, sachant qu'une commission économique mixte algéro-allemande a été créée à la fin 2010. Dans la filière mécanique, l'Algérie et l'Allemagne sont déjà liées par des partenariats très importants tels ceux de la production en Algérie de véhicules de la marque Mercedes-Benz entre le groupe allemand Daimler (société mère de Mercedes-Benz), la Société nationale de véhicules industriels (SNVI), le ministère de la Défense nationale (MDN) et le groupe émirati Aabar. Durant les cinq dernières années, une quinzaine de projets industriels d'un montant global de plus de 24 milliards de DA (équivalent de près de 220 millions de dollars) ont été concrétisés en Algérie avec des partenaires allemands. Il s'agit de projets portant essentiellement sur la fabrication de boîtes à vitesse, d'appareils de manutention, de matériaux de construction (plâtre et dérivés) et du gaz comprimé. L'Allemagne est également présente dans le secteur des hydrocarbures à travers la société DEA Deutsche Erdoel AG qui est partenaire avec la Sonatrach dans un contrat pour la recherche, l'appréciation et l'exploitation des hydrocarbures sur le périmètre Reggane Nord » (Mokrani, 2018, Septembre).

Et d'après certains médias, il est aussi important de noter que dans la filière des énergies renouvelables, l'Algérie souhaite la participation des entreprises allemandes aux appels d'offres relatifs à ce créneau énergétique et insiste d'ores et déjà sur la nécessité de fabriquer localement les équipements, notamment les panneaux solaires, et la création de sociétés mixtes.

Par ailleurs, le chinois ne cesse de se répandre dans la sphère économique en Algérie à la faveur de la multiplication des sociétés chinoises implantées à travers les quatre coins du territoire algérien. L'apprentissage du chinois connaît lui aussi un engouement sans précédent de la part des jeunes diplômés qui

ambitionnent de faire irruption dans un marché économique caractérisé par une présence chinoise importante. En effet, l'Algérie et la Chine ont décidé d'acter un nouveau plan quinquennal économique commun pour les années 2019 à 2023. La dynamique économique entre les deux pays ne fait que se renforcer, en particulier depuis 2013, année où Pékin est devenu le premier fournisseur d'Algérie. «Au cours des 8 premiers mois de 2017, la Chine a ainsi conservé sa position de premier partenaire commercial de l'Algérie avec près de 6 milliards de dollars d'exportations vers l'Algérie (19,4% des importations algériennes). En 2016, Pékin, en gardant la même position, avait fourni 18% (8,4 milliards de dollars) des importations de l'Algérie. Depuis plus d'une décennie, les entreprises chinoises sont les premières bénéficiaires des programmes d'investissements publics lancés par le gouvernement algérien. Des autoroutes aux aéroports jusqu'aux programmes de logements publics en passant par le chantier de la grande Mosquée, les entreprises chinoises ont quasiment tout raflé C'est ainsi que de janvier 2005 à juin 2016, la Chine a obtenu 29 contrats en Algérie d'une valeur totale de 22,2 milliards de dollars » (France, 2018, août).

Nous concluons que la question de la promotion des langues dans l'économie algérienne est vitale et promet d'apporter une valeur ajoutée des plus inestimables. L'accent devra toujours être mis sur la bonne introduction des variables linguistiques dans un contexte économique-institutionnel en plein redéploiement. La place économique algérienne se doit de tenir compte de l'évolution de ses perspectives pour se projeter dans l'avenir et envisager une politique linguistique qui soit en mesure de favoriser l'émergence d'un cadre multilingue qui sied à l'accompagnement de tous les efforts consentis par l'Etat dans ce qui peut être appelé «la relance de l'économie nationale ». Une fois bien ancré dans les rouages de l'économie algérienne, le multilinguisme favorisera la mobilité des produits, des services et même des capitaux dans des conditions optimales.

e. Le rôle de l'État dans le choix des langues à promouvoir et dans l'évaluation préalable de l'apport de chacune d'entre elles:

À présent, l'État est tenu de mener une étude économique minutieuse sur l'impact des langues étrangères sur l'évolution de l'économie nationale. Les résultats de cette étude devront être présentés en tant qu'enseignements essentiels sur le rôle de telle ou telle langue à générer des opportunités de renforcement de flux économiques. L'étude en question doit pouvoir faire apparaître une variété de sources d'influence linguistique sur l'économie conduisant à un effet global plus important que celui parfois retenu. Les conclusions à en tirer sur les bénéfices que représentent les langues étrangères doivent faire l'objet de longues discussions afin de déterminer avec exactitude l'apport de chaque langue par rapport à ce qui est entrepris dans le secteur économique. Ainsi, la promotion des langues étrangères prend tout son sens

dans un effort d'élargir leur usage sur le plan macroéconomique international.

L'État doit opérer une analyse de l'importance des langues dans l'activité économique en mettant l'accent sur l'estimation des différentiels de revenu du travail qui peuvent être attribués aux compétences linguistiques des individus exerçant dans le secteur économique. Ainsi, une attention particulière devra être portée aux études qui évaluent la rentabilité du multilinguisme dans toutes les filières économiques du pays, notamment sur la base de données recueillies par l'Office nationale des statistiques (ONS). Dans cette perspective, il serait de bon aloi de suivre le modèle proposé par Grin qui propose trois prolongements possibles de la question: «le recours à des manières alternatives pour aborder la valorisation des compétences linguistiques sur le marché économique, la transposition au plan macro-économique de considérations qui relèvent, pour l'essentiel, de l'analyse des aspects linguistico-économique et l'exploitation des taux de rendement économique pour proposer une lecture de la rentabilité des compétences linguistiques sur le plan de la collectivité» (Grin, 2001: 89)

L'Etat est appelé à se projeter sans délai dans le contexte économique international dans l'objectif d'abord de réduire l'inadéquation entre les compétences linguistiques des cadres dirigeants du secteur économique et le niveau général des échanges avec les partenaires étrangers afin de mieux appréhender les diverses insuffisances pour faire en sorte de les contrecarrer. Il serait tout aussi souhaitable de créer un réseau de suivi qui aura pour mission principale de créer des plateformes d'apprentissage communes pour l'échange et la diffusion des lignes directrices et de recommandation sur les bonnes pratiques linguistiques afin de concevoir et de mettre en œuvre des politiques qui tiennent compte des besoins du marché économique.

Dans le même temps, l'Etat doit consentir tous les moyens nécessaires pour aider les entreprises à résoudre l'ensemble de leurs problèmes de communication en prenant le soin d'apporter les directives nécessaires à la création des mécanismes efficaces pour mieux aborder les questions linguistiques et interculturelles qui se posent au quotidien dans les entreprises économiques. Les experts, de leur côté, peuvent prendre part à l'ensemble de ces initiatives par la réalisation d'étude de nature à permettre d'analyser les différents rapports entre le cadre economico-institutionnel et les variables linguistiques pour mieux concevoir le rôle de la langue en tant que facteur déterminant dans la bonne gouvernance des entreprises économiques.

Conclusion:

La présente étude a tenté tant bien que mal de mettre en évidence la relation d'interdépendance entre le développement économique et les pratiques linguistiques. Cette étude a permis également de cerner avec exactitude les besoins de l'économie nationale en matière de compétences linguistiques et de

voir de quelle manière les besoins en question peuvent se traduire dans les démarches visant à redresser l'économie algérienne. Elle a pu montrer, tout au début de cette étude, l'écart qui existe entre les compétences linguistiques requises par les impératifs économiques et la réalité des compétences linguistiques sur le terrain. Cela a permis de prouver que l'offre de formation reste encore mal adaptée aux besoins du marché économique en dépit du fait que l'Université algérienne déploie d'énormes efforts pour en finir avec certaines pierres d'achoppement et créer une harmonie entre les finalités de ses formations et l'orientation d'une économie algérienne en quête de redressement et de prospérité.

En un mot, l'étude a affirmé que l'aboutissement des projets de coopération économique entre l'Algérie et ses partenaires est tributaire de la promotion d'un multilinguisme qui soit en adéquation avec les besoins réels d'une économie en pleine restructuration. Outre l'arabe qu'est la langue nationale officielle et le français qu'est la première langue étrangère, il y a urgence d'aller vers la généralisation de l'usage de l'anglais en Algérie étant donné qu'il s'agit d'une langue qui occupe incontestablement la première position dans le domaine technique et dans beaucoup de relations d'échange économique-commercial à l'échelle internationale. Il a été également prouvé que l'espagnol, l'allemand et le chinois sont indubitablement les trois principales langues étrangères à promouvoir dans le milieu économique afin d'optimiser les projets de partenariat économique en cours d'exécution et ceux qui auront lieu à l'avenir.

Bibliographie:

Benguerna, M, .Kadri, A. 2001. Mondialisation et enjeux linguistiques. Alger, Cread.

Burckhardt, T. J. (25, 26 et 27 août 2008). *Association de science régionale de langue française*. Québec, Canada: Rimouski.

France, K. L. (2018, August 11). Algérie-Chine: Nouveau plan quinquennal économique à l'horizon 2019. <https://fr.sputniknews.com/international/201807121037180099-algerie-chine-cooperation-plan-quinquennal/>.(Consulté le 11/11/2020).

Grin, F. (14 mai 2006). *L'économie face aux langues*. Université de Genève.

Grin, F. (1999). « Compétence et récompense. La valeur des langues en Suisse ». Fribourg: Edition universitaire.

Grin, F., 2001. « Langues et marché du travail: quelques réponses, beaucoup de questions ». In Mondialisation et enjeux linguistiques, Cread, Alger.

Grin, F., 2005, « L'enseignement des langues étrangères comme politique

publique » Rapport le Haut conseil de l'évaluation de l'école 19.

http://cisad.adc.education.fr/hcee/documents/rapport_Grin_Pdf (Consulté le 11/11/2020).

Mokrani, I. (2018, September 15). Algérie-Allemagne: Les relations économiques en quête d'un nouvel élan. <http://www.aps.dz/economie/78553-algerie-allemande-les-relations-economiques-enquete-d-un-nouvel-elan> (Consulté le 11/11/2020).

North, Douglass, 1990, Institutions, institutional change and Economic performance, Cambridge University Press.

Nusdsi. (2018, April 02). Algérie-Espagne: Les relations économiques en quête d'un nouvel élan.

<http://www.andi.dz/index.php/fr/presse/1492-algerie-espagne-les-relations-economiques-en-quete-d-un-nouvel-elan> (Consulté le 11/11/2020).